BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

AVIS DE MARCHÉ
(Montant inférieur aux seuils communautaires)

Fournitures ☐
Services ☐
Travaux ■

Date de parution :	29/10/2014	
Numéro d'avis :	PA2014227	
Type de procédure :	Procédure adaptée de type restreint conformément à l'article 10 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005 modifié.	
Nom du service acheteur :	*Adresse :*	BANQUE DE FRANCE Direction des Achats Service des Achats immobiliers 08-1197 75049 PARIS Cedex 01
Personne à contacter en charge du dossier :	*Nom :*	**Guillaume MARTIN**
	Service :	**Service des Achats immobiliers**
	e-mail :	Achats-immo@banque-france.fr
	Téléphone :	**01.42.92.54.01**
	Télécopie :	**01.42.92.53.97**
Objet du marché :	**Restauration de la verrière de la cour vitrée du siège**	
Division en lots :	L'opération est décomposée en 3 lots ; la présente consultation porte uniquement sur les lots 01 et 02. Il convient de soumettre une candidature pour un ou plusieurs lots.	
Lieu d'exécution des travaux :	BANQUE DE FRANCE : 1 rue de LA VRILLIÈRE- 75001 Paris	

<table>
<tr><td>Description succincte des travaux</td><td>
La verrière se situe à une hauteur approximative de 17 mètres par rapport au sol de la cour vitrée. L'ouvrage culmine à 25 mètres et présente une forme trapézoïdale.

À titre indicatif, la superficie projetée de la verrière est d'environ 480m².

Les travaux comprendront principalement :

LOT 01 : Travaux de curage, déplombage, désamiantage
Le lot comprend principalement :
Les travaux de dépose, curage et déplombage. Les travaux consistent au retrait des revêtements contenant du plomb appliqués sur l'ensemble de la structure métallique. L'Entreprise procédera également au curage de certains éléments (vitrages, profilés en Té supports des vitrages, passerelles…)

LOT 02 : Échafaudages
Le lot comprend principalement :
La réalisation de tous les échafaudages et planchers. En complément, la fourniture et pose d'un filet de sécurité, d'un monte-matériaux, d'une tour escalier de chantier, de la structure du parapluie et de tours roulantes.

Le LOT 03 « Renforcement de la structure métallique – Verrière » fera l'objet d'une consultation ultérieure.
</td></tr>
<tr><td>Décomposition en lots et Code CPV :</td><td>
<table>
<tr><th>Allotissement</th><th>Code CPV</th></tr>
<tr><td>Lot 01 : Travaux de déplombage</td><td>45450000</td></tr>
<tr><td>Lot 02 : Échafaudages</td><td>45262100</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Variantes :</td><td>Prise en considération des variantes : oui ☐ non ■</td></tr>
<tr><td>Délai d'exécution :</td><td>Délai global de 22 mois (dont 1 mois de préparation et 7 mois de travaux pour le lot 01)</td></tr>
<tr><td>Conditions relatives au contrat :</td><td>
Conditions relatives au contrat :
- Cautionnement et garanties exigés :
. Retenue de garantie ou caution bancaire.
- Modalités essentielles de financement et de paiement :
. Financement sur ressources propres ;
. Facturation mensuelle ;
. Monnaie : euro ;
. Virement à 45 jours à réception de facture.
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td>- Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché (le cas échéant) :
. Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Dans l'hypothèse où le marché serait attribué à un groupement, la Banque de France exigerait la transformation du groupement attributaire en groupement momentané d'entreprises solidaires.</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Conditions de participation :</td><td>Déclaration du candidat :
Chaque candidat devra fournir :
- soit le modèle Banque de France de la déclaration du candidat dûment complétée, datée et signée. Le modèle d'attestation à remplir est téléchargeable à l'adresse suivante : https://banque-france.achatpublic.com ; dans la rubrique « PIECES DE MARCHE » - dossier d'appel à candidature - DAC
- soit les modèles DC1 et DC2 du Ministère de l'Économie et des Finances dûment complétés, datés et signés.</td></tr>
<tr><td>Capacités Économiques et Financières :
- Attestation d'assurance couvrant les risques professionnels.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours des trois derniers exercices.
- Bilans ou extraits de bilans des 3 dernières années (filiale France s'il y a lieu). En cas de groupement, seuls les bilans du mandataire sont exigés.</td></tr>
<tr><td>Capacités Techniques et Professionnelles :
Afin de démontrer leurs capacités à réaliser les travaux objet du présent marché, les entreprises devront présenter :
- une liste de travaux, en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années en adéquation avec l'objet de l'opération et le lot pour lequel elles candidatent, en indiquant les coordonnées du maître d'ouvrage, la nature, le montant et la durée des travaux.
- leur certificat de qualification type QUALIBAT ou équivalent.</td></tr>
<tr><td>Niveau minimum de capacité économique et financière requis :
- Le chiffre d'affaires global le plus élevé des deux derniers exercices devra être supérieur à :
• Lot 01 : 0,7M€
• Lot 02 : 0,9M€
Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera celui du mandataire.
ET
- Le Résultat net ne doit pas être négatif sur 3 exercices consécutifs
ET
- Le ratio capitaux propres / capital social ne doit pas être inférieur à 0,5 sur 3 exercices consécutifs, cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation.
Il est précisé qu'en cas de groupement, ces 2 derniers critères devront être respectés par le seul mandataire du groupement.
Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td>
Niveau minimum de capacité technique et professionnelle requis :
Les entreprises candidates devront posséder une qualification égale ou supérieure aux qualifications suivantes :
<table>
<tr><th>Allotissement</th><th>Qualification minimale</th></tr>
<tr><td>Lot 01 : Travaux de déplombage</td><td>QUALIBAT : 1552 (ou équivalent)</td></tr>
<tr><td>Lot 02 : Échafaudages</td><td>QUALIBAT : 1413 (ou équivalent)</td></tr>
</table>
La preuve de la capacité technique et professionnelle du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de qualification requis seront éliminées.
</td></tr>
<tr><td>Conditions de participation :</td><td>
Informations Complémentaires :
Si le candidat fait valoir les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants avec eux : groupement, sous-traitance, filiale ou autre), il fournit l'ensemble des documents exigés dans la rubrique "Conditions de participation" du présent avis pour chaque opérateur (y compris pour les membres d'un groupement) et justifie qu'il en disposera pour l'exécution du marché.
Langue pouvant être utilisée dans la demande de participation ou dans l'offre : français.
</td></tr>
<tr><td>Nombre de candidats (procédure restreinte):</td><td>Nombre maximal de candidats invités à soumissionner : 5 par lot</td></tr>
<tr><td>Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :</td><td>Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences du présent avis de marché est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées par appréciation des références portées dans la liste des travaux.
En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.</td></tr>
<tr><td>Date limite de dépôt des candidatures :</td><td>Le 18/11/2014 à 15h00 au plus tard.
Pour les modalités de dépôt voir rubrique « modalités de dépôt des candidatures ».</td></tr>
<tr><td>Questions / réponses</td><td>Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature, en respectant les règles suivantes :

-Les demandes de renseignements ou les questions sont posées via la plateforme (rubrique questions/réponses) sur laquelle figure également la réponse qui lui est apportée.

-Chaque question doit faire référence à un document, une page, un chapitre et un paragraphe.

Les candidats sont invités à communiquer leurs questions au plus tard le 12/11/2014

Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte.

Les réponses à toutes les questions posées sont systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés sur la plateforme et ce par courrier électronique, au plus tard le 14/11/2014. Les réponses peuvent être regroupées.</td></tr>
</table>

Procédure de recours	Tribunal de Commerce, 1 quai de Corse 75004 Paris Courrier électronique (e-mail): Rep_ip@greffe-tc-paris.fr Adresse internet (URL): www.greffe-tc-paris.fr, Téléphone: +33 1.44.32.83.83 **Introduction des recours** : Précision concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : possibilité d'introduire un référé précontractuel jusqu'à la conclusion du contrat, ou un référé contractuel, en vertu de l'ordonnance 2009-515 du 7 mai 2009

****

MODALITÉS DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats sont autorisés à transmettre leur candidature par voie électronique via le site : https://banque-france.achatpublic.com.

Attention: il est rappelé aux candidats que lors du téléchargement du dossier de candidature sur la plateforme, ils ne sont plus obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne seront pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications ou correctifs opérés dans le cadre de la consultation, et ils ne recevront pas les réponses aux questions posées.

En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes :
E-mail : support@achatpublic.com
Tél : 0892.23.21.20
(Pour les pays étrangers + 33 1 48.07.53.42)

En cas de remise sur la plateforme de dématérialisation :

La candidature doit alors être déposée dans la rubrique « REPONDRE A LA CONSULTATION ».

Le téléchargement de la candidature doit être impérativement terminé au plus tard aux dates et heure limite indiqué ci-dessus, sous peine de rejet par le système informatique. Il est donc conseillé de débuter le téléchargement du pli suffisamment à l'avance. Le dépôt du pli sur la plate-forme génère automatiquement un accusé de réception par courrier électronique.

Chaque fichier composant le dossier de candidature devra être inférieur à 40 Mo, en cas de taille supérieure, il devra être découpé.

Les documents remis sur la plateforme devront chacun être signés électroniquement au moyen d'un certificat établi au nom de la personne physique habilitée à engager la société. En cas de remise réalisée par une autre personne, la personne habilitée à engager la société peut utiliser le parapheur disponible sur le site de la plateforme (rubrique outils/outil de vérification/Gestion de parapheurs – le manuel associé est dans la documentation) pour signer électroniquement les documents.

Les formats électroniques dans lesquels pourront être transmis les documents du pli de candidature (déclaration du candidat) sont les suivants : Word ou PDF signés. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) sont autorisés (niveaux **et *** RGS) sur la plateforme.

Attention : depuis le 19 mai 2013, les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés par la plateforme.

Les certificats de signature électronique doivent :

1) Soit être conforme à l'une des catégories de certificat de signature constitutifs d'un produit de sécurité figurant sur la liste des produits de sécurité accessible sur le site www.references.modernisation.gouv.fr.

2) Soit être délivrés par une autorité de certification européenne mentionnée sur la Trust-service Status List : http://eutsl.3xasecurity.com/tools .

3) Soit être délivrés par une autorité de certification, française ou étrangère, et répondre à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

La demande de certificat de signature doit être anticipée le plus tôt possible.

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.
Le candidat transmet, avec le document signé, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Le mode d'emploi contient, a minima, dans tous les cas, la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Le candidat qui utilise l'outil de signature proposé par la plateforme de dématérialisation des marchés de la Banque de France, est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

Lorsque le candidat utilise l'outil de signature mentionné au 3 ci-dessus, le mode d'emploi doit également contenir l'adresse du site Internet du référencement du candidat par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat de signature, qui comportent au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est au format : XAdES, CAdES ou PAdES.

Si le candidat souhaite vérifier la signature d'un document, il peut utiliser l'outil de vérification de signature fourni par la plate-forme dans la rubrique « outils ».

La signature d'un fichier compressé (Zip), ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Si la signature électronique est apposée au moyen d'un parapheur électronique, chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

Les candidatures transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation.
Une copie de sauvegarde peut être envoyée par les candidats dans les conditions définies par l'arrêté du 14/12/2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. La copie de sauvegarde pouvant être transmise soit sur support physique électronique soit sur support papier doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde». Cette copie de sauvegarde devant parvenir, à l'une des deux adresses ci-dessous, dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

En cas de remise papier :

Les pièces constitutives du dossier à remettre par chaque candidat seront présentées sous une enveloppe fermée qui portera exclusivement et impérativement les mentions suivantes :

1) Banque de France
À l'attention de M. Nicolas NEVEU et de Mme. Laurence HEN
Candidature pour « la Restauration de la verrière de la cour vitrée »
08-1199 SCQUAPA
75049 PARIS Cedex 01 France

2) Le cachet du soumissionnaire (en cas de groupement d'entreprises : cachet du mandataire ou à défaut de l'ensemble des entreprises constituant le groupement)

3) La mention : « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis.»

Les plis contenant les candidatures peuvent être **soit adressés par voie postale**, de préférence par lettre recommandée avec avis de réception (dans ce cas l'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier), **soit déposés au guichet d'accueil du 22 rue du colonel Driant – 75001**, Paris, SEUL GUICHET HABILITÉ À DÉLIVRER UN RÉCÉPISSÉ (horaires de dépôt : de 8h30 à 15h30 du lundi au vendredi hors jours fériés), et dans ce cas, le candidat devra tenir compte des délais nécessaires pour franchir les sas de sécurité de la Banque de France.

Les plis devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, IMPÉRATIVEMENT AVANT LE **18/11/2014 à 15h00 AU PLUS TARD** , par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure d'arrivée.

Aucune candidature ne devra parvenir par messagerie électronique.

Quel que soit leur mode de transmission, les plis qui parviendront sous enveloppe non fermée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur expéditeur.